

PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE «PASTEUR»

Lourdes peines requises

Les huit cadres poursuivis dans l'affaire de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) seront-ils reconnus coupables de «détournement et de dilapidation de deniers publics», ou alors la chambre d'appel près la cour d'Alger les innocentera-t-elle contrairement à la juridiction de première instance ? Le verdict sera connu le 23 février prochain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mercredi dernier était le jour le plus long pour les huit personnes mises en cause dans l'affaire de l'Institut Pasteur d'Algérie. Après quatre ajournements, la troisième chambre près la cour d'Alger a décidé de statuer définitivement sur cette affaire, où sont poursuivis des ex-cadres pour «mauvaise gestion et passation de contrats non conforme à la réglementation des marchés publics avec des fournisseurs étrangers». Présidé par le juge Belkharchi, le tribunal pénal de la cour d'Alger

devait éclaircir une question : «Les huit mis en cause par l'accusation sont-ils coupables des délits pour lesquels ils sont poursuivis ?»

Mercredi dernier, l'accusation représentée par le parquet général et la les avocats, au nombre d'une dizaine, ont essayé de faire valoir leurs arguments. L'accusation a requis de lourdes peine à l'encontre des huit mis en cause. Ainsi, à la fin de son réquisitoire qui n'a duré que quelques minutes, le représentant du ministère public a requis des peines allant d'un an à huit ans de prison ferme. Huit ans

de prison ferme à l'encontre de Omani Ammar, représentant du laboratoire indien Serum Institut of India, actuellement en détention, et de Abdelmajid B., conseiller de l'ex-DG de l'IPA. Des peines de cinq ans de prison ferme ont été demandées à l'encontre de T. Nadia, l'ex-directrice commerciale condamnée en première instance à 4 ans de prison avec sursis, et Hamid, directeur général-adjoint au niveau de la commerciale (toujours en poste), ainsi que C. Ahmed, ancien responsable des moyens généraux.Un an de prison ferme a été également requis à l'encontre de D. B. Mohamed, A. Ahmed et A. Lamine ainsi que B. Djamilia. Il y a lieu de noter que les huit mis en cause dans cette affaire ont tous rejeté les chefs d'inculpation retenus contre eux. Ainsi, les auditions de l'ex- conseiller de l'ex-directeur

général, Abdelmajid B., et de T. Nadia ont constitué les moments forts de ce procès en appel. Le premier reconnaîtra avoir «signé des contrats avec des laboratoires étrangers sans pour autant chercher l'identité des fournisseurs». Il ajouta en précisant que son rôle «était de signer des contrats déjà conclus».

Pour sa part, Nadia T. a indiqué qu'elle a été relevée de ses fonctions sur décision du SG du ministre de la Santé de l'époque, Saïd Barkat. Elle a expliqué au magistrat qu'elle avait refusé de signer la conformité des vaccins. «J'ai découvert qu'ils étaient non conformes et j'ai refusé de signer malgré les pressions et c'est moi qui ai alerté le ministre Amar Tou qui a envoyé une inspection. Aujourd'hui je suis poursuivie.» Pour rappel, en première instance,

le tribunal de Sidi M'hamed relevant de la cour d'Alger avait rendu son verdict en octobre dernier, en prononçant la condamnation à 10 ans par contumace de l'ex-directeur général de l'Institut, Miloud Belkaid. Actuellement en fuite, l'ancien directeur général de l'IPA (2002-2009) fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Les autres condamnés sont Omani Ammar, représentant du laboratoire indien Serum Institut of India, avec six années de prison ferme, Abdelmajid Boudiaf, ancien responsable des moyens généraux, avec six années de prison ferme et 200 000 DA d'amende, Aït Ouras Ahmed, avec une année ferme et 100 000 DA d'amende, et Dali Hamid, directeur général-adjoint au niveau de la commerciale, condamné à deux années de prison ferme.

Nadia Touabtia a été condamnée à quatre années de prison avec sursis, Boubekur Djamilia, à deux années avec sursis et Aït Ouras Lamine, à une année avec sursis et 50 000 DA d'amende, tandis que Chaïb Ahmed a été innocenté.

Les accusés devront également en outre payer des dommages et intérêts d'un million de dinars. Les mis en cause dans cette affaire sont accusés de «conclusion de marchés contraire à la législation, de dilapidation de deniers publics et obtention de privilèges injustifiés». Le scandale a éclaté en 2009 concernant l'acquisition d'un grand lot de vaccins contre la grippe, la tuberculose, la rougeole et pour nourrissons, via quatre contrats signés avec des laboratoires étrangers.

A. B.

LA LOI DE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT

Vers une gestion rationnelle des finances publiques ?

L'adoption par le Parlement de la loi de règlement budgétaire permettra-t-elle réellement d'assurer la gestion rationnelle des finances publiques ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -Après une interruption de 27 ans, et en conformité aux règles constitutionnelles et légales, le gouvernement a, enfin, soumis aux deux chambres du Parlement une loi de règlement budgétaire pour 2008, un texte qu'elles ont adopté. Finalité de ce texte, rendre compte à l'Assemblée populaire nationale et au Conseil de la nation, lors de l'examen d'une loi de finances, de la différence entre les données votées et le niveau de leur réalisation d'un exercice antérieur de deux ans.

Informersur la gestion budgétaire

Ainsi, le gouvernement devra soumettre, outre le projet de loi de finances, un texte qui informe les parlementaires sur les paramètres pris en considération pour préparer les budgets. Ces informations doivent permettre, selon les promoteurs du texte, d'apprécier dans quelle mesure les instruments budgétaires (dépense publique, endettement public, prélèvements fiscaux) ont influé sur l'activité économique et, donc, sur la croissance. Mais aussi d'apprécier dans le temps

la qualité des stratégies sectorielles, vérifier le respect des principes budgétaires (annualité, universalité, unité, spécialité) et mieux apprécier, à terme, la soutenabilité de la politique budgétaire.

Sériers les agrégats économiques

En effet, la loi de règlement budgétaire consiste à approuver les différences entre les prévisions et les réalisations, arrêter le montant définitif des recettes et des dépenses et fixer les résultats budgétaires. Egalement, la loi vise à décrire les opérations du Trésor en affichant les résultats constatés dans les comptes spéciaux du Trésor d'emprunts et de participation. La loi de règlement budgétaire énonce aussi les principaux agrégats macroéconomiques (le taux de croissance

économique, les niveaux d'importation et d'exportation, le taux d'inflation, le taux de change, le prix de référence du baril de pétrole utilisé pour le calcul de la fiscalité pétrolière). Par ailleurs, elle annonce, pour les principaux secteurs, les réalisations physiques en termes de lancement et de réception d'ouvrages ainsi que les principaux indicateurs d'impact atteints et comparés à ceux des années précédentes.

Un facteur de rationalisation financière ?

Selon ses promoteurs, la loi de règlement budgétaire éclaire le Parlement sur les instruments de transparence et de pilotage des finances publiques. Néanmoins, et au-delà de la teneur des

débats parlementaires, cette loi permettra-t-elle réellement d'assurer la gestion rationnelle des finances publiques ?

La question reste posée, l'élaboration de l'activité budgétaire et la réalité de la trésorerie et de sa gestion ainsi que la fiabilité des données sectorielles restant encore incertaines. Et dans la mesure où la dépendance de l'économie nationale aux hydrocarbures perdure, en l'absence de diversification et de modes de croissance économiques alternatifs et efficaces. Et cela même si le Parlement aura à se prononcer quant à la gestion de la fiscalité pétrolière. Et au regard du manque de maturité de la gouvernance économique actuelle, et partant, celle politique.

C. B.

Les paramètres pris en compte

La loi de règlement budgétaire pour 2008, de même que les prochaines lois, fixent des paramètres budgétaires et financiers à prendre en considération. Au plan budgétaire, ces données concernent les prévisions et les réalisations des recettes par nature et par catégorie avec l'explication des écarts, ainsi que l'évolution des recettes réalisées par nature et par catégorie annuellement. Elles portent également sur les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissements. Le résultat budgétaire comptabilisé et soumis au vote du Parlement représente la différence entre les recettes réellement recouvrées et les dépenses réellement exécutées.

Concernant le budget de fonctionnement, la loi de règlement comporte, par nature, titre et partie, les crédits votés par ministère, les crédits des charges communes, les crédits revisités et les crédits consommés par ministère, l'évolution des crédits consommés et l'analyse des écarts entre les crédits

votés et les crédits révisés d'une part, et entre les crédits révisés et les crédits consommés d'autre part.

Concernant le budget d'investissement, la loi de règlement budgétaire contient les plafonds de crédits de paiement et d'autorisation de programme votés par secteur, les transferts intersectoriels de crédits de paiement et d'autorisation de programme opérés par voie réglementaire, ainsi que les crédits de paiement et les autorisations de programme révisés par secteur, les crédits de paiement mobilisés par secteur et les autorisations de programme notifiées par secteur.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, d'emprunts et de participation, la loi de règlement constate les résultats des comptes d'affectation spéciale et les résultats de la gestion des opérations de trésorerie telles que retracées dans différents comptes notamment.

C. B.

TRÉSOR

Un avoir de plus de 231 millions de dinars en 2008

En termes de résultats des travaux entrepris au titre de la loi de règlement budgétaire pour 2008, il se dégage un avoir du Trésor de plus de 231, 23 millions de dinars.

Cet avoir résulte des données suivantes : un déficit budgétaire de 1 539, 85 milliards de dinars, des profits des comptes spéciaux du Trésor apurés ou clôturés d'un montant de 1 223,61 milliards de dinars, des pertes résultant de la gestion de la dette de l'Etat d'un montant de 1,385 milliard de dinars, d'une variation positive nette des soldes des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 1 321, 84 milliards de dinars, d'une variation négative nette des soldes des comptes d'emprunts d'un montant de 403, 26 milliards de dinars et d'une variation nette positive des comptes de participation d'un montant de 273,07 millions de dinars.

C. B.

EN VIGUEUR DEPUIS PLUS DE 11 MOIS

Le nouveau système comptable en panne d'application

En vigueur depuis plus de onze mois, le nouveau système comptable financier est actuellement en panne d'application, des contraintes au plan fiscal, notamment, se posant pour les entreprises.

Institué par la loi 07-11 du 27 novembre 2007 et entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, le système comptable financier (SCF) remplace le Plan comptable national (PCN), conçu dans les années 70. La mise en place de ce nouveau référentiel visait, selon ses promoteurs, à remédier aux insuffisances du PCN, moderniser les règles de comptabilité applicables aux entreprises et s'insérer dans le mouvement international d'harmonisation des comptabilités où les normes IAS/IFRS se sont imposées comme référence.

Certes, le SCF va impliquer des efforts importants d'assimilation, d'élaboration, d'évaluation et de recherche comptables. Néanmoins, ses promoteurs estiment que ces efforts seront bénéfiques, à la pratique, pour les entreprises, les praticiens, les professionnels et les enseignants de comptabilité.

Des actions de vulgarisation lancées

En ce sens, le ministère des Finances développe depuis 2004, en collaboration avec le Conseil national de la comptabilité, un organe de normalisation en voie de réorganisation, des actions multiformes de formation, perfectionnement, sensibilisation et assistance et orientation au profit des formateurs et des utilisateurs.

Lancées en 2009 et 2010, ces actions concernent les professions libérales, les grandes et moyennes entreprises, les institutions financières, les organisations professionnelles, l'administration, les enseignants, les développeurs de logiciels.

En outre, des textes juridiques et des guides méthodologiques ont été édités et diffusés et des comités de suivi et d'assistance ont été déployés en vue de vulgariser ce nouveau référentiel. Egalement,

des projets de nomenclature de comptes ont été lancés au profit des assurances et des organismes de Sécurité sociale.

Pour l'année en cours, l'accent sera mis sur la poursuite des actions suscitées mais aussi la mise à jour du SCF, la mise en place d'une commission ad hoc de veille, la publication d'un manuel de comptabilité générale. Voire, la création de l'institut de formation spécialisée à l'expertise comptable et au commissariat aux comptes, dans la mesure où la profession comptable a été réorganisée.

Des difficultés d'application se posent

Néanmoins, le SCF est actuellement en panne d'application, notamment au niveau entrepreneurial, en dépit des actions de sensibilisation initiées. Certes, une enquête lancée en 2010 auprès d'un échantillon de 253 entreprises fait ressortir que la majorité des entreprises ont pris toutes les dispositions nécessaires en matière de formation du personnel notamment, de mise à jour des logiciels de tenue comptable et d'assistance tech-

nique. Néanmoins, certaines contraintes ont été relevées, et pour certaines non encore levées. Ainsi, plusieurs entreprises, hors celles qui ont été sondées, éprouvent encore des difficultés à passer du PCN au SCF. Et d'autant que le respect des règles de preuve, sécurité et restitution fidèle des informations traitées fait défaut, les comptables et financiers manquent de formation suffisante, peinent à passer à la gestion de compte à compte et basée sur la comparaison entre l'ancien et le nouveau.

En effet, la capacité des professionnels à transposer la comptabilité arrêtée selon le PCN à la comptabilité SCF, à opérer les retraitements sur les diverses rubriques des états financiers, reste incertaine. En outre, la non-publication à temps de certaines normes se répercute sur l'application du SCF.

Notamment au plan fiscal

Voire, la difficulté d'application se pose en terme fiscal, dans la mesure où les entreprises doivent effectuer le passage au résultat fiscal calculé sur la base des textes fiscaux. Elles doivent aussi

adapter leurs documents comptables à la liasse fiscale, en transmettant leurs données on-line. Or, les entreprises sont tenues de procéder à cette mesure d'ici le mois d'avril, ce qui reste loin d'être évident dans la mesure où elles ne sont pas encore au diapason.

Certes, un bilan complet, détaillé, de la mise en œuvre du SCF reste encore à réaliser, dans la mesure où le ministère des Finances compte poursuivre l'exploitation des résultats de l'enquête lancée en 2010. En ce sens, des questionnaires ont été adressés aux différents ministères et institutions concernées, à transmettre aux entreprises qui doivent y répondre. Ce qui risque de prendre du temps, dans la mesure où les contraintes relevées ci-dessus ne seront pas surmontées rapidement, au moins d'ici la fin du premier semestre 2011. En d'autres termes, l'application du nouveau SCF semble insuffisante, impactant sur la réforme budgétaire et financière en œuvre et jetant un voile d'opacité sur la gouvernance économique actuelle et future.

C. B.